

ANALYSE DU 25 décembre 2011

2011 AU TOGO, FAURE GNASSINGBE ET LES PROMESSES NON TENUES : 2012 sous le signe de la refonte du pouvoir ?

Il y a un an, Faure Gnassingbé présentant ses vœux à la nation le 31 décembre 2010, appelait à construire « **un Togo nouveau, plus uni et plus solidaire** ». Sept mois plus tôt, il venait de commettre le deuxième holdup électoral de sa carrière politique présidentielle sous couvert du formalisme juridique qui fait taire les dirigeants occidentaux. Rappelons que l'opposition politique n'a cessé de contester, de manière dynamique et vigoureuse, cette usurpation du pouvoir au moyen de la contre-vérité des urnes rentrée dans l'histoire le 4 mars 2010.

1. FIN DU PRESTIGE ET DE LA CREDIBILITE DES AGO

Le discours de circonstance, qui portait le filigrane de la rouerie « **debbashienne** » élevée à quintessence, promettait aux Togolais, à grand renfort de publicité relayée par ses laudateurs patentés, l'émergence d'un Togo nouveau apaisé. Au lendemain du coup de force électoral, Faure Gnassingbé avait auparavant réussi un coup politique, en réalisant le mariage de l'hyène et du caméléon, lorsqu'il associa Gilchrist Olympio et ses amis (AGO), à la gestion périphérique des affaires du Togo. Ce mariage, présenté comme une date historique du pays, devait permettre de justifier une « **dynamique de l'ouverture** » en politique au Togo.

Toutefois aux yeux de l'histoire, il n'y a pas « photo » entre le nationalisme du père Sylvanus et son fils Gilchrist, dont la priorité première demeure la défense de ses intérêts et celui de ses amis. Ce choc a réveillé la jeunesse togolaise qui ne souhaite plus voir des dinosaures politiques gérer le Togo. Ils sont peu réceptifs aux considérations sociales et humaines du peuple togolais et peinent à servir de voie de passage pour l'amélioration du bien-être de l'ensemble des Togolais. 2011 a donc marqué, en théorie, la fin du prestige et de la crédibilité de Gilchrist Olympio et des amis. Rien ne permet de douter d'un possible ressaisissement compte tenu du personnage. Mais les Togolais et Togolais jugent sur les actes. Il faudra que Gilchrist et les AGO s'investissent plus dans la transparence s'ils veulent reconquérir le cœur des Togolais. A défaut, c'est la disparition annoncée de leur influence politique pacifique.

2. OCCASIONS MANQUEES ET ILLUSIONS PERDUES !

Ainsi, après un premier mandat présidentiel raté pour ce qui est de l'amélioration des conditions de vie des togolais et de leur pouvoir d'achat, force est de constater que malgré une croissance économique (croissance du Produit intérieur brut) annoncée en avril 2011 par le Fonds monétaire international à 4 %, puis ajustée en août 2011 à 4,4 % en 2012, le Togo ne pourra atteindre les 3,5 % en 2012 que difficilement. Compte tenu notamment de la sévérité de la crise de solvabilité et du refus de s'attaquer à l'inégalité dans les pays industrialisés, en particulier aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et au Japon.

Malheureusement pour les Togolais, les nouvelles promesses de Faure Gnassingbé auront du mal à être au rendez-vous pour la grande majorité de la population. En référence aux nombreuses analyses que le CVU-Togo-Diaspora a consacrées à la situation du Togo en 2011, le bilan global pour 2011 est décevant et négatif pour le peuple togolais. Faure Gnassingbé a contribué à augmenter le nombre de pauvres et oublié de

Mouvement Citoyen

l'annoncer aux Togolais dans son discours de 2011. Il faut espérer que pour 2012, il prendra en compte le chômage, les inégalités, l'absence de pouvoir d'achat, le refus de laisser les partis de l'alternance et les étudiants s'exprimer, afin de laisser de nouvelles chances à des solutions différentes de la sienne et de son équipe. Quand on a mal géré en démocratie, on le reconnaît et on s'en va. Faure Gnassingbé souffre d'amnésie dès lors qu'il s'agit d'améliorer la vie quotidienne des togolais et soulager leur souffrance individuelle et collective.

Pis encore est le moment où la Banque mondiale, par la voix de son nouveau représentant résident au Togo, M. Hervé Assah, refusant l'hypocrisie généralisée, a déclaré sans langue de bois, que la gouvernance RPT/AGO a réussi le tour de force de créer 500.000 pauvres de plus, dans un pays où le taux de pauvreté s'élevait déjà à plus de 74¹. Que peut-encore dire le Cvu-Togo-diaspora sur le bilan négatif de Faure Gnassingbé et de son système RPT/AGO ? Rien de plus ! Sinon peut-être, suggérer au Représentant de la Banque mondiale d'adhérer aux revendications des mouvements citoyens, qui militent pour l'avènement de la vérité des urnes et des comptes, au Togo, comme ailleurs au demeurant.

3. GOUVERNANCE DE FAURE GNASSINGBE : CONTRADICTION ENTRE LES DISCOURS ET LES ACTES !

Dans ses vœux de 2010, Faure Gnassingbé avait assommé ses concitoyens avec une avalanche de promesses, dont le contenu était élaboré semble-t-il, plus avec le souci d'enrober le discours d'élégance sémantique que dans l'intention de passer aux actes concrets qu'attendent les Togolais. Tous les observateurs ont du mal à identifier les promesses qui ont été tenues et ont amélioré les conditions d'existence de la population.

Il est intéressant d'analyser quelques passages significatifs du discours et de les illustrer par les actes de gouvernance, afin de relever la « *non-cohérence* » entre les paroles et les actes.

FG : « La paix des cœurs et la concorde des esprits ».

Lorsque Faure Gnassingbé parle de « *La paix des cœurs et la concorde des esprits* », il semble ne plus se rappeler que c'est lui qui instruit le Colonel Damehane Yark de la Gendarmerie nationale, lorsque celui-ci - avec ses troupes parfois déguisées en civil et utilisant des véhicules disposant de plaques minéralogiques étrangères - fait charger les étudiants togolais, tant à Kara qu'à Lomé, en tentant de kidnapper le Président du Mouvement pour l'Emancipation de l'Etudiant Togolais (MEET), Adou Séidou et plusieurs de ses camarades. Les revendications des étudiants en décembre 2011 ne sont pas différentes de celles d'août 2011, lorsque le Gouvernement de Faure Gnassingbé s'était engagé à apporter des solutions concrètes. La parole de Faure Gnassingbé n'a pas de corrélation directe avec les actes au point même de diverger. Cette attitude est destinée à tromper les chancelleries occidentales trop soucieuses de garder leur poste et ne pas faire de « *vague* ».

4. L'ELAN DE SOLIDARITÉ DE FAURE GNASSINGBE EST LIMITÉ A SON RESEAU

FG : « Soudés davantage en tant que nation... les élans de solidarité des uns et des autres...la flamme patriotique et raffermi le sentiment de partage d'une destinée commune ».

Le problème de la destinée commune est que ce n'est pas la destinée que le peuple togolais voulait imprimer au Togo puisque depuis le père, la vérité des urnes, expression effective de la volonté du peuple togolais, n'a jamais pu voir le jour. C'est en cela que Faure Gnassingbé ne doit la « **sauvegarde de la paix intérieure** » qu'au

Mouvement Citoyen

paiement de salaires mirobolants à des militaires non républicains, pour maintenir son système de domination et de gestion patrimoniale de l'Etat, renforcé par la négation de la séparation du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, qu'il a fait sauter. En cela Faure Gnassingbé et son système condamnent les citoyens togolais à vivre dans l'aliénation permanente suite aux 40 ans de gouvernance, structurés par son père.

5. L'IRREVERSIBILITE DU PLURALISME POLITIQUE : VERS LE PARTI RPT-AGO

FG : « Avec l'élection présidentielle de 2010 dont l'organisation a été unanimement saluée, nous avons franchi un point de non-retour. Les avancées de la démocratie et du pluralisme politique sont réelles et irréversibles au Togo. Rien n'arrêtera le Togo sur cette lancée, car c'est ensemble que nous avons pu tourner le dos à deux décennies de heurts, de soubresauts et de crispations ».

Faure Gnassingbé a rappelé que la Communauté internationale, en filigrane le pouvoir politique français, est complice de son coup de force et légitime la contre-vérité des urnes. En effet, si rien ne peut arrêter Faure Gnassingbé sur cette voie, c'est que ni le Peuple, ni un coup d'Etat, ni la communauté internationale ne peuvent le déboulonner de son siège. Est-ce à dire qu'en 2012, le printemps arabe ne pourra pas se décliner en printemps togolais ? Rien n'est moins sûr !

Aujourd'hui, une partie de la communauté internationale - notamment les puissances militaires occidentales - fonde le droit d'ingérence en Afrique sous le couvert de l'Organisation des Nations Unies, alors qu'elle refuse systématiquement en certains endroits le « *recomptage des voix* » et donc la vérité des urnes. Faut-il rappeler les cas de la Côte d'Ivoire, du Congo démocratique, du Gabon ou du Togo ? La complicité occidentale se décline sous plusieurs formes. Mme Patricia Hawkins, l'ex-Ambassadeur des Etats-Unis au Togo, a fini par sortir de sa réserve diplomatique en s'alignant sur les positions de Faure Gnassingbé. Il suffit de rappeler son discours prononcé le 4 juillet 2011 à Lomé, pour la fête de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique. Elle a légitimé la contre-vérité des urnes, en n'hésitant pas à affirmer que le scrutin présidentiel du 4 mars 2010 au Togo s'était déroulé dans les meilleures conditions de transparence. Elle a donc oublié de comparer les circonstances togolaises à celles des Etats-Unis et son départ de Lomé pourrait expliquer ces déclarations de complaisance.

Pourtant, tous les éléments concrets d'analyse des experts togolais sur place, des experts électoraux des partis d'opposition, de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne au Togo (Rapport d'observation électorale de la MOE-UE) conduisent à des conclusions contraires. Ces rapports remettent en cause les irrégularités criardes et institutionnalisées. Aussi, il faut en déduire que certains décideurs de la Communauté internationale y compris certains dirigeants africains, n'ont que faire de l'avis des populations africaines. L'argent huilant les rouages, des réseaux ésotériques et les syndicats des chefs d'Etat africains, sont venus soutenir Faure Gnassingbé contre la vérité des urnes exprimée par le Peuple togolais. Certains acteurs ont activement participé au malheur du peuple togolais. Il faut citer le député européen Belge Louis Michel, le Nigérian Olusegun Obasanjo, le Togolais blanc Charles Debbash, et bien d'autres...

Tout ce mouvement d'organisation de la contre-vérité au Togo se fonde sur une vision qui ne dit pas son nom : la création d'un parti RPT-AGO. 2012 permettra ou pas de mieux suivre cette stratégie qui a pour objectif d'imposer aux Togolais et Togoises, une nouvelle dictature d'au moins 43 ans en référence à ce qu'a déjà réussi Etienne Eyadema Gnassingbé.

Peut-être que 2012 ne donnera pas raison à Faure Gnassingbé. Le recours abusif à la contrevérité des urnes - au moyen de la force et de l'abus du droit - pour consolider un pouvoir autocratique au service d'une oligarchie, ne constitue pas une situation pérenne. Il suffit d'observer les mouvements transversaux qui

Mouvement Citoyen

secouent aujourd'hui les sociétés opprimés et privées de liberté dans les régions du Monde, pour se convaincre que rien n'est jamais acquis, ni immuable. Ce que les humains ont toléré dans des circonstances non favorables, à un moment historique donné, peut être défait dès lors que le poids de la liberté, la soif d'autodétermination collective et la volonté de donner une priorité à l'expression collective du peuple togolais et de valoriser les biens communs, prennent le dessus.

6. CVJR et FAURE GNASSINGBE : FAIRE OUBLIER UN PASSE LOURD ?

FG : « Les fondements de la réconciliation sont enfin mis en place » « Il faut encourager les membres de la CVJR à garder le cap, afin que notre pays puisse dans un avenir que je souhaite proche, se libérer définitivement des pesanteurs du passé ».

Il est clair qu'aujourd'hui toute l'opération de charme de la Commission Vérité justice et Réconciliation (CVJR) a débouché sur un échec. Les éléments non-républicains des Forces Armées togolaises (FAT) ont refusé de déposer et ont menacé de nombreux témoins. Lesquels ont préféré garder leur vie plutôt que d'aller la risquer en faisant des déclarations devant la CVJR, en sachant qu'il n'y a aucune chance de sanctions pour les coupables. La CVJR va permettre de conforter l'impunité au Togo. Une fois encore les faits ont démenti Faure Gnassingbé en 2011.

Lorsque la CVJR, a procédé aux auditions sur le territoire togolais, la démonstration a été rapidement apportée de sa soumission au pouvoir politique et de son manque d'indépendance. En particulier lorsque de manière intempestive et non autorisée, des représentants éminents et haut gradés de la hiérarchie des FAT (Forces armées togolaises), non invités et non sollicités, ont fait irruption de manière musclée dans les locaux où se tenait d'une séance publique d'audition, pour venir contester bruyamment des accusations graves formulées à l'encontre des FAT par des témoins de la société civile, et imposer la version des faits fournie par les FAT. Les FAT ont en quelque sorte tenté de réécrire l'histoire togolaise sur la base de l'impunité des forces non-républicaines. Une sorte de soviétisme à la togolaise. Ces méthodes ne semblent pas de nature à « réconcilier » ou à « faciliter un dialogue inclusif ».

Par ailleurs, la CVJR a été très largement ignorée par la Diaspora car perçue par celle-ci comme un nouvel instrument au service du pouvoir autocratique de Faure Gnassingbé et non au service du peuple togolais dans son ensemble. Faure Gnassingbé avait effectivement refusé de recenser cette Diaspora togolaise de peur de voir près de 1,5 à 2 millions de Togolais voter contre lui lors des prochaines échéances communales et législatives en 2012 et même présidentielles en 2015.

Auparavant, il n'avait pas échappé aux togolais de l'intérieur comme à ceux de la Diaspora, qu'en 2010, lors du deuxième holdup électoral de Faure Gnassingbé, Mgr Nicodème Barrigah, prélat qui préside aux destinées de la CVJR, est resté figé dans un mutisme qui confinait à l'autisme voire à la complicité passive. Ce silence coupable serait l'évènement de 2011, puisque le Pape a réitéré sa demande pour que les responsables de son Eglise s'impliquent dans les processus électoraux. Mais, Mgr Barrigah n'est pas Mgr Mosengwo du Congo démocratique qui a osé rappeler que l'élection Joseph Kabila à la présidentielle n'a rien à voir avec la vérité des urnes. Mgr Barrigah a refusé en 2010 de dénoncer de véritables exactions commises par la FOSEP (Force de sécurité de l'élection présidentielle) à l'encontre des membres du Front républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) qui s'étaient abrités dans les locaux d'une congrégation religieuse - croyant s'y trouver en sécurité. Les responsables du FRAC devaient y procéder à la compilation des résultats mentionnés sur les procès-verbaux des élections présidentielles togolaises du 4 mars 2010. Les procès-verbaux qui ont été saisis et détruits par ladite FOSEP.

Mouvement Citoyen

7. UN CORRUPTEUR PEUT-IL LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ?

FG : « C'est le lieu de lancer un appel à toutes et à tous, pour le renouvellement de notre engagement en faveur d'une meilleure gouvernance au Togo. Il est de notre responsabilité à tous d'œuvrer au succès de la lutte contre la corruption et les crimes économiques qui sapent nos perspectives de développement et gangrènent notre tissu social ».

La corruption ne régresse pas au Togo et la gouvernance de Faure Gnassingbé, dans tous les domaines de la vie économique togolaise, tend à apporter la preuve de son aggravation. Pourtant, Faure Gnassingbé tente d'offrir l'image du « rassembleur » en appelant presque à l'« Union sacrée » afin de faire partager collectivement la responsabilité des erreurs, délits, crimes et abus divers par tous lorsqu'il parle de « notre responsabilité à tous », en oubliant d'offrir sa démission immédiate ou alors en 2015.

Comment les citoyens Togolais peuvent-ils en effet comprendre aujourd'hui, que Faure Gnassingbé peut officiellement dépenser 29 milliards de F CFA pour une campagne électorale présidentielle, comme les propres frères de Faure Gnassingbé l'ont déclaré sous serment devant le tribunal, lors du procès Kpatcha Gnassingbé et co-accusés ? Le manque de transparence des comptes au Togo ne permet même plus d'estimer le niveau de dégradation de la corruption et de la concussion.

8. RENOUVEAU DU « DIALOGUE INCLUSIF » ET CONDAMNATION SUPRANATIONALE

FG : « Mais je voudrais aussi vous dire que le renouveau institutionnel doit être l'affaire de tous. Le débat doit être inclusif ; il doit concerner toute la classe politique et l'ensemble des forces vives, car c'est l'avenir de notre nation qui est en jeu. » :

Le concept de « débat inclusif » repris par Faure Gnassingbé doit s'analyser à l'aune de l'exclusion unilatérale des bancs de l'Assemblée Nationale du Togo des neuf députés de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC). Les neuf députés de l'ANC ne sont toujours pas réintégrés à ce jour, ce malgré une décision favorable de la Cour de justice de la CEDEAO qui a condamné sans appel le Gouvernement togolais pour abus de droit.

Le « renouveau institutionnel » a du plomb dans l'aile puisqu'en guise de « dialogue inclusif » seuls deux partis d'opposition ont été reçus au cours de l'année 2011 et la démarche a été interrompue sans explication ou justification.

Le débat inclusif qui aurait pu se faire dans le cadre du CPDC (Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation) n'a pas eu lieu, puisque le choix d'un régime semi-présidentiel a été rejeté par Faure Gnassingbé qui a opté pour le régime présidentiel, en l'absence de choix d'un régime dictatorial. Par ailleurs, le cadre de travail n'était ni transparent, ni propice à des échanges sérieux, comme le pouvoir voudrait le faire croire. La plupart des partis politiques qui ont accepté d'y participer², ont récusé quelques semaines plus tard cette initiative, au motif principal qu'il n'existe pas de véritable dialogue au sein de ce cénacle non institutionnel.

L'appel de Faure Gnassingbé au débat inclusif avec « toute la classe politique et l'ensemble des forces vives » est un fiasco qui vient compléter la fausse réconciliation nationale entreprise avec la complicité de certains ecclésiastiques, ce par le biais des travaux de la CVJR. Le cadre institutionnel qui régit actuellement le Togo, mérite un toilettage et surtout une mise à jour, eu égard au changement d'époque et aux mutations en cours. Pour que la révision soit efficace, elle ne peut ignorer que le Togo est aujourd'hui dans une situation où les critères formels de bon fonctionnement d'une démocratie ne suffisent plus, seuls, pour garantir le strict respect de la vérité des urnes, sans lequel il n'y a pas de démocratie véritable. Ces critères peuvent

Mouvement Citoyen

faire l'objet d'une usurpation. Il serait illusoire de croire qu'au Togo, la loi, seule, est garante de la démocratie. Pourtant la communauté internationale feint d'ignorer cela et fait reposer tout son appui et sa légitimité sur la contre-vérité des urnes. Pourvu que les apparences juridiques et médiatiques soient sauvées.

Que la démocratie de façade relève de la seule volonté politique des gouvernants, soit ! Que la vérité des urnes soit spoliée, parce que la communauté internationale a choisi - pour des raisons idéologiques et d'intérêt économique - de soutenir la démocratie de la contre-vérité des urnes, donc d'un autocrate gestionnaire d'un Etat patrimonial au Togo, relève du mépris de la volonté du peuple Togolais. De ce point de vue l'action politique de Faure Gnassingbé est aux antipodes de cette considération élémentaire mais essentielle.

Les Togolais et Togolaises doivent redoubler de vigilance et méditer avec intérêt les contradictions de la gouvernance de Faure Gnassingbé. En particulier lorsqu'il manie directement ou indirectement, les concepts de « *solidarité* » pour prendre des décisions de la plus haute importance sans associer véritablement les citoyens à la décision, ou celui d'« *union sacrée* » pour leur faire partager massivement le poids de ses propres turpitudes !

9. RENOUVEAU DEMOCRATIQUE DU TOGO EN 2012 : LE DEPART NEGOCIE DE FAURE GNASSINGBE

Le discours de 2011 de Faure Gnassingbé marquera un tournant vers plus d'hypocrisie ou pas. Faure Gnassingbé n'est pas lui-même un homme libre, car prisonnier d'un système de gouvernance qui sert d'abord les intérêts étrangers, ensuite, de manière exclusive, les intérêts de ceux qui veulent se maintenir au pouvoir en préservant le statu quo des structures de domination. Les objectifs allégués dans le discours de 2010 de Faure Gnassingbé ont permis d'endormir une partie importante du peuple togolais. Le discours de 2011 ne devrait pas atteindre les mêmes objectifs, si le Peuple togolais comprend à quelle sauce est assaisonnée la gouvernance du système RPT/AGO.

Mais rien en ce bas monde n'est immuable. La vie est mouvement, perpétuellement renouvelé, dans une diversité de situations. L'émergence des luttes collectives se nourrit d'une prise de conscience collective. Les Togolais et Togolaises qui choisissent de faire passer en priorité leurs besoins égoïstes, personnels, ethniques ou ceux des étrangers avant le mieux-être du Peuple togolais y compris sa Diaspora, contribuent à ralentir, retarder l'avènement d'une alternance. Les voies tracées par les peuples d'Afrique du nord (Tunisie, Egypte et Libye) sont à méditer car la voie tracée par les autorités françaises actuelles en Côte d'Ivoire relève de l'abus du pouvoir. Ces modèles d'alternance du pouvoir ne sont pas porteurs de la renaissance à laquelle majoritairement ils aspirent depuis longtemps.

10. RECOMMANDATIONS :

Dans cet esprit, CVU-Togo-Diaspora adresse à tous les Togolais un vœu d'espoir simple et de bon sens et :

- rappelle que seule la lutte permanente, patiente et déterminée est garante de l'éclosion de cette renaissance ! Des exemples pris dans la réalité montrent qu'il est possible de faire reculer ce pouvoir, comme ce fut le cas dans le dossier ReDeMaRe, celui des 9 députés du FRAC ou le procès de l'ex-premier ministre Adoboli et consorts.
- Insiste sur le fait que la lutte doit être collective, déterminée, constante et sans compromission. En ce sens il existe de sérieux motifs d'espérance pour des changements en profondeur.

Mouvement Citoyen

Le peuple togolais ne peut attendre son salut et sa libération de personnes ou institutions téléguidant les luttes d'alternance hors de ses frontières. Le peuple togolais ne peut compter que sur lui-même, ses partis d'opposition et d'alternance sérieux et fiables, mais aussi sur le soutien de ses frères et sœurs de la Diaspora que Faure Gnassingbé, obstinément, refuse toujours de considérer comme des citoyens à part entière, en refusant de les recenser. L'attitude versatile de la communauté internationale à l'égard du Togo en 2011 et depuis plusieurs années, ne doit pas faire croire que le Peuple togolais serait résigné à la fatalité. La résistance-marathon qu'il a déjà engagée prouve le contraire. Et d'autres peuples revendiquent la même exigence. Même le peuple russe commence à mettre en avant la liberté et la vérité des urnes comme l'une des valeurs cardinales qui conduit au mieux-être d'un peuple.

Pourtant, rien n'est impossible en 2012. Faure Gnassingbé, comme au demeurant Gilchrist Olympio peuvent décider que les noms Olympio et Eyadéma/Gnassingbé ne soient plus la pierre angulaire de l'avenir du Togo. Les assises pour la construction de l'édifice national ne peuvent faire longtemps l'économie des règles de gouvernance démocratiques, garanties par la vérité des urnes et la transparence des comptes. C'est cette transparence, doublée d'une volonté collective d'alternatives et d'alternances, qui permettront en 2012 et au-delà d'atteindre le seul objectif qui compte : la satisfaction des besoins du plus grand nombre de Togolais et de Togolaises.

Cette lutte engagée depuis des années, menée par les leaders politiques courageux et la frange de la population les plus conscients et les plus sincères, doit élargir encore sa base militante, grandir et grandir encore jusqu'au point de non-retour. Faure Gnassingbé n'est pas indispensable pour l'avenir du Togo.

Face à cette prise de conscience tardive et collective, Faure Gnassingbé ne pourra faire autrement que de se résoudre à partir dans le silence et dans la paix. Il laissera alors le champ libre à une autre gouvernance, une gouvernance alternative. Cette fois pour le bien du peuple togolais. Enfin ! Il faut l'espérer. Bonne année 2012.

25 décembre 2011



Dr Yves Ekoué AMAÏZO
Coordinateur Général

François FABREGAT
Secrétaire Général

¹ Voir : *Le système RPT/AGO a créé 500 000 pauvres au Togo : imposer des élections locales*, in cvu-togo-diaspora.org, 13 décembre 2012, <<http://cvu-togo-diaspora.org/2011/12/13/le-systeme-rptago-a-cree-500-000-pauvres-au-togo-imposer-des-elections-locales/5754>>

² L'ANC a posé le préalable de la réintégration de ses neuf députés abusivement exclus de l'Assemblée Nationale, pour participer effectivement aux travaux du CPDC.